



Guide de recherché 2008
Premier cycle du secondaire

« Qu'il soit résolu que le libre échange a profité au Canada »

Gouvernement

Le débat sur le libre-échange est un défi. La compréhension de l'accord sur le libre-échange Nord-Américain et les arguments pour et contre le libre-échange aideront à clarifier ce problème important.

La plupart des économistes sont en accord que le libre-échange est une composante essentielle d'une politique économique solide. En exposant les marchés nationaux à la compétition internationale, le libre-échange travaille à assurer que les nations produisent des articles et des services selon leur avantage comparatif. Ceci encourage une allocation efficace de ressources et permet aux individus dans chaque pays de consommer la plus grande quantité possible d'articles et de services.

Bien que les mérites du libre-échange soient largement acceptés par les économistes, la critique du libre-échange comme politique économique est répandue. Au Canada et aux États-Unis, les critiques de libre-échange attirent l'attention publique. Les protectionnistes et les nationalistes désapprouvent le libre-échange car d'après eux, cela cause la ruine économique et la perte de l'identité nationale. Selon ces critiques, l'Accord de libre-échange (ALE) entre les États-Unis et le Canada et l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) entre le Canada, les États-Unis, et le Mexique sont la source de problèmes économiques au Canada et aux États-Unis. Ces arguments raisonnent dans l'esprit public car ils fournissent une explication facile pour certains problèmes économiques. Dix-huit années ont passé depuis la signature d'ALE et treize ans ont passé depuis la signature d'ALENA. C'est le temps, donc, de revoir les arguments pour et contre le libre-échange.

Le coté affirmatif

Pour faire du Canada un bon endroit pour les affaires, on a besoin de prix stables, de capital suffisant, d'un climat régulateur hospitalier et un système d'impôt juste. En tant que nation tournée vers les échanges économiques, la clef de cette stratégie était d'obtenir une relation de commerce équitable avec les États-Unis. L'ALE et l'ALENA ont prouvé des façons pratiques l'atteinte de ce but.

L'ALE et l'ALENA ont placé notre relation économique avec les États-Unis sur un fondation solide, ouverte et règlementé. Ils nous ont permis de renforcer notre position comme une nation forte et souveraine en récoltant les avantages d'une économie d'avantage lié avec la plus grande économie dans le monde et le pays qui est notre partenaire d'échange le plus important.

L'ALE et l'ALENA ont attaqué non seulement les barrières traditionnelles contre l'échange des biens, mais elles ont rendues aussi possible pour les entreprises canadiennes, qui sont orientés vers l'exportation, d'être compétitive avec les entreprises américaines sur un pied d'égalité. Ils ont établi des règlements pour gouverner les flux et rendues plus facile les investissements bilatéraux et le voyage de commerce transfrontalier. Ils ont résolu plusieurs problèmes et ont établi des procédures pour régler les disputes inévitables qui se présentent dans un partenariat de 250 milliard de dollars d'échange par année.

Après dix et quinze années respectivement, nous sommes maintenant confortablement capables de dire que l'ALE et l'ALENA ont eu en effet un impact significatif et positif sur l'économie canadienne. L'ALENA est une démonstration remarquable des récompenses aux pays d'avant gardes qui appliquent des politiques de libéralisation du commerce pour augmenter la richesse et améliore la compétitivité. L'ALENA est un exemple des avantages que tous pays pourraient avoir en adoptant la libéralisation du commerce multilatérale. Les fermiers, les ouvriers et les fabricants profitent de la réduction de ces règles de commerce arbitraires et discriminatoires, pendant que les consommateurs apprécient plus le choix et les prix plus bas.

Le succès de l'ALENA dans la prospérité croissante de nos pays par la création d'emplois mieux payer et plus nombreux, a réaffirmé nos intérêts dans la poursuite de la libéralisation de commerce – régionale et multilatérale. En juillet 2007, Harper a visité tous les pays majeurs de l'Amérique du Sud, faisant la promotion des vertus d'une plus grande zone de libre échange.

1. **L'ALENA a assuré au Canada un accès à la plus grande économie du monde – les États-Unis.** L'ALENA est un bloc de libre-échange gigantesque qui inclut les États-Unis. La productivité augmentera en même temps que les emplois sont créés dans la région. Les États-Unis fournissent un marché beaucoup plus grand pour les compagnies canadiennes. En plus, les consommateurs ont gagné des articles à prix plus bas, et les compagnies ont profité de l'avantage comparatif.
2. **L'ALENA fonctionne comme un arrangement de sécurité économique et un symbole face à l'Europe et l'Asie.** C'est un message que si l'Europe et l'Asie veulent rester des joueurs sérieux dans l'économie mondiale, alors ils devront libéraliser leurs marchés régionaux aussi.
3. **Le libre-échange est bon pour le développement.** Le libre-échange peut augmenter les niveaux de revenu, la croissance et la prospérité. Il encourage la compétition, abaissant les coûts de production. Le Canada et les États-Unis ont vu des niveaux sans précédent de croissance depuis la signature de l'ALENA. Par exemple, le secteur agricole au Canada est devenu plus compétitif à la suite du libre-échange. De plus, les pertes des producteurs sont justifiées par les gains des consommateurs avec des prix plus bas et une plus grande variété des produits.
4. **Les emplois n'ont pas été perdus à la suite de l'ALENA ni de l'ALE.** Ni la théorie économique ni la preuve empirique nous donnent des raisons de croire qu'il y a eu une perte nette d'emploi à cause de libre-échange. Les pertes d'emploi dans les années 90 étaient à cause d'un déclin dans les conditions macroéconomiques générales qui n'avaient aucun rapport avec les accords de libre-échange. De plus, le nombre d'emploi total s'est élevé au Canada et aux États-Unis pendant plusieurs années. Au Canada, le nombre total d'emploi non agricole s'est élevé de 12,4 millions en 1988 à 13,22 millions en 1996. En 1997 seulement, l'économie canadienne a créé 324,000 d'emploi à plein temps. Donc, les plaintes sur les pertes d'emploi massives à cause du libre-échange sont sans fondement.
5. **La disparité de salaires avec le Mexique n'a pas causé une migration des emplois et des investissements à Mexico.** De plus, les salaires canadiens ne sont pas tombés aux niveaux mexicains parce que les ouvriers canadiens sont des ouvriers considérablement plus productifs que ceux du Mexique. En fait, les statistiques de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (l'OCDE) montre que les coûts de travail par unité au Canada sont plus bas qu'au Mexique. De plus, les données de Statistique Canada montrent que la moyenne des salaires s'est élevée au Canada dans les dernières années.
6. **L'industrie au Canada est restée constante à la suite de l'ALE et de l'ALENA.** La fabrication et la production totale sont restées assez constantes au cours des dernières années. La proportion du produit national brut du Canada (PNB) pour le secteur de fabrication était de 19,2% en 1988 et a décliné de très

peu à 17,3% en 1996. Ceci ne signale pas la destruction de la base industrielle canadienne.

7. **L'ALENA encourage l'harmonisation des normes et des règlements sur la nourriture et la santé à travers les trois pays.** Les inquiétudes que l'ALENA aura comme résultat une chute dans les soins de santé et une diminution de la réglementation sur la sûreté de la nourriture sont simplement sans fondement. Ces normes vont en toute probabilité s'améliorer.
8. **L'ALENA et l'ALE garanti la sécurité d'accès canadien au marché américain.** Une raison majeure pour poursuivre un accord de libre-échange est de protéger le commerce international des pressions politiques domestiques. D'une perspective de choix-public, un avantage du libre-échange obligatoire est qu'il empêche des politiciens d'utiliser les instruments de commerce-politique (c.-à-d., les tarifs, les quotas, les permis d'exportation ou importation) comme outils distributifs afin d'apaiser les groupes de pression. Ceci améliore non seulement l'efficacité économique mais crée aussi un environnement d'échange plus stable puisque la capacité de politiciens pour interférer dans le marché est limitée.
9. **L'ALENA protège des normes écologiques.** Ceci a été suggéré par la théorie économique et la preuve empirique. Au Canada et aux États-Unis, la qualité de l'environnement s'est améliorée pendant les dernières vingt années. Le commerce international encourage la croissance économique plus rapide qui à son tour entraîne un virage vers les normes environnementales.
10. **La souveraineté nationale n'est pas perdue à la suite de l'ALENA ou l'ALE.** La mondialisation ne signifie pas la fin de l'état-nation. En effet, la proportion des dépenses gouvernementales dans le PNB du Canada a augmenté de 13,3% en 1920 à 44,7% en 1996, en dépit du commerce international et en dépit de l'augmentation de l'investissement durant la même période. Ce modèle est reflété dans presque tout les pays de l'OCDE.

Opposition

Dans tous trois pays, l'ALENA a causé une disparité dans la distribution des revenus et de la richesse. L'accord favorise les sociétés commerciales multinationales et les grands investisseurs au détriment des ouvriers, des fermiers, des petites entreprises et de l'environnement. En général, l'ALENA a rendu l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons plus polluées. L'ALENA a causé des pertes d'emplois, des baisses de salaire et une détérioration des conditions de travail. Il a détruit la ferme familiale et la protection des consommateurs contre la nourriture insalubre les niveaux de pesticides. Oui, l'ALENA est une mauvaise affaire pour le Canada.

Donc quelles ont été les effets du libre-échange ? Ont-ils amélioré les vies des gens? Non seulement l'ALENA n'a rempli ses promesses au niveau économique, mais son effet sur le bien-être d'une grande majorité de Canadiens et sur la cohésion sociale de la société a été négatif. Quelques secteurs de l'économie et quelques groupes économiques en ont profité, mais l'effet général a été négatif. Pendant que la croissance moyenne de revenu sous le libre-échange a enregistré sa pire progression si on compare à la période depuis la Deuxième Guerre Mondiale, mais en plus l'inégalité de revenu a grandi pour la première fois depuis les années 20.

La caractéristique la plus frappante de cette inégalité croissante a été les gains massifs du plus riche 1% de salariés au détriment de la plupart de la population. La croissance du nombre d'emplois précaires, la diminution du pouvoir des syndicats comme force compensatoire face aux transnationales, l'érosion du filet social canadien, et la croissance de notre dépendance économique envers les États Unies sont les caractéristiques de l'ère du libre-échange au Canada.

1. **Les Etats-Unis ne sont pas vraiment pour le « libre » commerce.** Le Président vénézuélien Hugo Chavez s'oppose le ALENA à moins que les Etats-Unis acceptent de faire des changements dans les lois « anti-dumping », une réduction de barrières tarifaire et un arrêt des subventions agricoles. A l'OMC, les Etats-Unis ont protégé vigoureusement leurs industries domestiques pendant qu'ils poussent les autres pays à adopter le « libre-échange ». Tant que les Etats-Unis restent la plus grande économie de la région, ils contrôlent les négociations futures. Et, comme tel, l'ALENA profite aux États-Unis au dépend du reste de l'Amérique.
2. **L'ALENA affaiblie la démocratie.** Les sociétés commerciales étrangères utilisent le Chapitre 11 de l'ALENA pour défier des lois environnementales, le contrôle municipal sur l'utilisation du sol, les mesures de protection de l'eau, les activités de Poste Canada, et même les décisions des juges et de la cour. Même si aucun citoyen ou aucune société commerciale canadienne ne pourrait se prévaloir de ces droits juridiques, l'ALENA accorde aux sociétés commerciales des pays membre la droite de défier les règlements fédéraux ou les lois qu'ils perçoivent comme une barrière à leur capacité de faire un profit. Le résultat, c'est que des millions de dollars d'impôt sont dépensés à s'entendre avec ces sociétés commerciales. Déjà, les procès du Chapitre 11 ont été utilisés pour annuler une loi canadienne interdisant un produit chimique qui fut relié à des dommages au système nerveux.
3. **L'ALENA est une menace aux soins de santé et autres services publics.** L'exemption pour les soins de santé inclus dans l'ALENA, qui a empêché les sociétés de santé pour profit des États-Unis d'entrer au Canada, s'applique seulement à un système entièrement publiquement subventionné. S'il y a privatisation, le système doit ouvrir ses portes chaînes d'hôpitaux privées américaines. L'exemption de l'ALENA s'applique seulement si l'assurance-maladie reste sur le modèle en place en 1989, et ne fournit pas la protection pour une expansion possible de l'assurance-maladie dans les nouveaux secteurs comme les soins à domiciles et les programmes d'assurance médicaments.
4. **L'ALENA dépouille le Canada du contrôle sur ses ressources d'énergétique.** Le Canada produit maintenant environ 40% plus de pétrole de qu'il ne consomme, mais compte lourdement sur le pétrole importé. Grâce à l'ALENA, le Canada exporte maintenant 70% du pétrole et 61% du gaz naturel que nous produisons chaque année aux États-Unis. L'ALENA nous empêche de vendre nos ressources d'énergétique aux Canadiens a un taux plus bas que celui auquel nous vendons aux États-Unis, et à cause de la clause de partage proportionnel de l'ALENA, nous ne pouvons jamais réduire la quantité d'énergie nous produisons et vendons aux Etats-Unis, même si notre pays est en pénurie.
5. **L'ALENA pourrait mettre notre eau à vendre.** L'eau canadienne est définie comme un « service » et un « investissement » sous l'ALENA. La soi-disant exemption sur l'eau de l'accord est inadéquate. Après que la Colombie Britannique

a interdit les exportations en masse de l'eau des lacs et rivières, la Société commerciale Sunbelt de Californie a lancé un défi du Chapitre 11 de l'ALENA, demandant \$10 milliard de dommage. Le cas est toujours devant la cour, et a des implications profondes pour l'avenir de l'eau de Canada.

6. **Le libre-échange affaiblit les droits des travailleurs et causera une grande perte d'emplois.** L'expérience de l'ALENA démontre que les droits des travailleurs sont mit en danger par les accords de « libre-échange » qui manquent des protections sur les conditions de travail. Les sociétés commerciales déplacent les emplois haut-payé vers les pays avec les salaires plus bas et se protègent des efforts de syndicalisation avec les menaces de transfert de la production à l'étranger. Selon une étude de l'Université Cornell, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, deux tiers des compagnies de fabrication et communications qui font face avec à des syndicats ont menacé leurs travailleurs avec le déménagement de leurs emplois à l'étranger. Cette course vers le fond accélérera avec la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) quand les sociétés commerciales opposent les ouvriers exploités du Mexique contre les ouvriers encore plus désespérés dans les pays tels qu'Haïti et le Guatemala. Déjà, le Mexique perd des emplois des maquiladoras aux pays avec les salaires plus bas. Dans les dernières deux années, 280 000 emplois ont disparu avec la fermeture de plus de 350 maquiladoras.
7. **Le libre-échange endommagerait l'environnement.** Le modèle de croissance proposé par les accords de « libre-échange » et les politiques de la Banque mondiale et du FMI a détruit les écosystèmes à travers le monde. Sous ce modèle non soutenable, beaucoup de pays dans le Sud abattent leurs forêts, surexploitent leurs eaux et exploitent d'autres ressources naturelles pour rembourser les dettes étrangères. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, 15 compagnies américaines du secteur forestier ont établi des opérations au Mexique, et l'abatage a augmenté là-bas de façon spectaculaire. Dans l'état mexicain de Guerrero, 40% des forêts ont été perdu dans les dernières huit années, et la coupe-à-blanc massive a mené à l'érosion de sol et à la destruction de l'habitat.
8. **Le libre-échange attaque les fermes familiales.** L'ALENA a été un désastre pour les petits fermiers aux Etats-Unis et au Mexique. En favorisant les intérêts de sociétés commerciales d'agrocommerce sur les besoins des fermes familiales, le modèle agricole de l'ALENA orienté vers l'exportation a diminué les revenus des fermiers. Entre 1995 et 2000, les prix que les fermiers américains recevaient pour le maïs ont baissés de 33%, 42% pour le blé, et 34% pour les graines de soya. Ce n'est pas étonnant que depuis l'entrée en force de l'ALENA, 38 000 petits fermiers dans les Etats-Unis ont fait banqueroutes – plus de six fois le taux pré-ALENA. Au Mexique, le prix que les fermiers reçoivent pour le maïs est tombé de 70% puisque les géants de l'agro commerce vendent leur maïs subventionné là-bas. 1,5 million de fermiers mexicains ont perdu leurs gagne-pain. La ZLEA menace d'empirer cette crise en encourageant même plus de surproduction.

9. **Le libre-échange encourage l'utilisation des OGM.** Les négociateurs américains de commerce essaient d'utiliser la ZLEA pour forcer d'autres pays à accepter l'usage d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Mais les groupes écologiques avertissent que ces technologies n'ont pas été suffisamment testées, et les experts de la sécurité des aliments disent que les OGM pourraient augmenter la famine dans les nations pauvres. Les fermiers ont épargné traditionnellement leurs semences d'année en 'année, mais comme les sociétés commerciales multinationales brevettent les semences des OGM, ces fermiers seront forcés à payer pour des semences, poussant les fermiers vers la dépendance.

10. **Le libre-échange augmenterait la pauvreté et l'inégalité.** Le « libre-échange » ne travaille pas pour la majorité du monde. Pendant la période la plus récente de croissance rapide dans le commerce et les investissements globaux – 1960 à 1998 – l'inégalité s'est élargie internationalement. Sans l'annulation de la dette et sans les règles pour restreindre la spéculation de capitale, les pays du resteront dominés par le Nord, l'inégalité augmentera, et le développement durable ne restera qu'un rêve.



Les avantages et le coût de la mondialisation

Par Talel Bahoury

A tort ou à raison, dame mondialisation est confondue à tous les malheurs de la planète. Pourtant, à y regarder de près, on s'aperçoit qu'elle a certes un coût, mais également des avantages. En tout cas, il est clairement établi que les échanges et l'ajustement structurel permettent d'optimiser les avantages de la mondialisation et d'en réduire le coût, à condition de ne pas la subir mais d'être un acteur actif !

En mai dernier, l'OCDE a publié une étude d'une grande importance, notamment pour les pays en développement. Webmanagercenter vous présente les grandes lignes de cette étude. Elle est intitulée «Les échanges et les ajustements structurels, OCDE, 2005».

L'étude part de ce qu'on pourrait appeler un épiphénomène : «En 2003, l'entreprise Harley-Davidson fêtait son 100ème anniversaire en annonçant des recettes et des bénéfices record pour la 18ème année consécutive. Elle représentait 48% du marché des motos de grosse cylindrée en Amérique du Nord, et exportait plus d'un cinquième de ses ventes. Pourtant, entre 1973 et 1980, sa part de marché était tombée à 25% ! Les accords commerciaux expliquent en partie ce redressement, mais les mesures de réforme et de restructuration, ainsi que l'amélioration des technologies et des méthodes de production employées ont joué un rôle crucial», y lit-on.

On dira sans doute que Harley-Davidson est une entreprise américaine, mais quand on observe plus loin, on trouvera d'autres exemples de restructurations réussies en dehors de la zone OCDE.

L'exemple le plus fréquemment cité est celui du secteur des technologies de l'information en Inde. La productivité des industries manufacturières indiennes est inférieure à celle des pays de l'OCDE à revenu élevé, mais l'écart se réduit dans les logiciels et les télécommunications. L'Observateur de l'OCDE attribue cette réussite «aux réformes de la réglementation qui ont permis l'expansion de ces secteurs dans les années 90», ce qui a permis à l'Inde d'enregistrer la plus forte croissance des exportations de services, et figurer parmi les 15 premiers exportateurs mondiaux.

Des idées reçues de la mondialisation

De nombreux cas similaires permettent de mieux comprendre la mondialisation et le libre-échange, mais aussi de mettre à nu certaines idées fausses assez répandues.

Primo, «la mondialisation n'implique pas un transfert accéléré des activités économiques du secteur primaire et secondaire vers le tertiaire», observe l'étude. Pour preuve, on a constaté qu'au cours des 20 dernières années, le transfert d'emplois vers les services s'est ralenti. Cela ne veut pas dire pour autant que le potentiel des services mondiaux s'est pleinement réalisé, mais plutôt parce que le rythme de l'évolution structurelle entre l'agriculture, l'industrie et les services a fléchi dans les économies de l'OCDE. Aujourd'hui, c'est essentiellement entre les différents segments du secteur des services que le transfert d'emplois a lieu.

Secundo, la fuite des emplois de bureau à l'étranger –c'est-à-dire la délocalisation- est globalement assez modeste. Certes, l'OCDE a mis en évidence des secteurs d'activité «mobiles», en ce sens qu'ils peuvent s'implanter à peu près n'importe où. Mais en réalité, cette mobilité a des limites. Ainsi, le transfert largement évoqué de quelque 55 000 emplois dans les services chaque trimestre en dehors des États-Unis doit être comparé à la perte (et à la création) de plus de 7 millions d'emplois chaque trimestre dans le cadre du fonctionnement normal du marché du travail américain. D'autres pays de l'OCDE –notamment Allemagne, France et Italie- connaissent des transferts d'emplois dans les services à l'étranger bien plus modérés.

Tertio, en ce qui concerne les pays en développement, ce ne sont pas seulement les plus grands, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui bénéficient de la libéralisation des échanges. A

l'exception d'un petit nombre de pays, d'Afrique subsaharienne essentiellement, les gains de la libéralisation multilatérale du commerce compenseront largement les pertes qui résulteront de l'érosion des préférences accordées.

L'alternative des Etats face à la mondialisation

Toujours selon les experts de l'OCDE, les Etats n'ont qu'une alternative face à la mondialisation, l'une positive, l'autre négative : soit ignorer le phénomène, sachant pertinemment que cela ne le fera pas disparaître pour autant, soit y participer pour construire leur avenir et décider de leurs orientations. Cependant, «s'impliquer signifie aussi s'adapter à la mondialisation et être prêt à accepter le changement», considèrent les experts.

Alors, est-ce que les exemples de pays ayant réussi à s'adapter constituent une exception au point de les négliger, comme le prétendent certains sceptiques ? Les auteurs de l'étude balayaient d'une main de revers cette affirmation. «L'Inde n'est pas un cas isolé, et l'OCDE a recensé des évolutions positives dans des secteurs allant de l'agriculture et des pêcheries jusqu'aux technologies de l'information et aux soins de santé, en passant par la construction navale et l'acier, tant dans les pays de l'OCDE, qu'au Chili et au Lesotho.

L'Afrique du Sud par exemple, dans le secteur automobile, sans être un grand concurrent au niveau mondial, ce pays est désormais un constructeur automobile compétitif et solide, suite à la mise en œuvre de réformes structurelles sur plusieurs années : suppression des obligations locales et politique de substitution aux importations. L'étude note que, pour s'adapter, il a fallu ouvrir l'accès à un marché plus vaste. Beaucoup d'autres cas similaires ont également été étudiés dans les pays de l'OCDE, notamment la construction navale en Australie, ou les textiles en République slovaque.

Le couple «libéralisation commerciale/réformes nationales

L'Afrique subsaharienne souffre de problèmes profondément enracinés, qui reflètent une vulnérabilité économique sous-jacente. Mais les experts de l'OCDE sont optimistes –peut-être même trop optimistes concernant le continent noir. Pour eux, le succès récent de l'industrie des fleurs coupées au Kenya, grâce à d'importants investissements, en offre l'illustration parfaite. Hélas que ce genre d'exemple ne constitue qu'une exception !

Mais les observateurs de l'OCDE ne s'arrêtent pas à ce constat, puisqu'ils considèrent qu'une adaptation réussie dépend également des échanges de services, comme en témoignent l'Inde, ou encore l'Irlande (ce pays est aujourd'hui le premier pays exportateur des services au monde, et le deuxième Etat le plus riche de l'UE derrière le Luxembourg). Les analystes de l'OCDE montrent que lorsqu'on tient compte des restrictions aux services intervenant dans la production d'articles manufacturés –par exemple en empêchant les entreprises d'accéder aux services financiers ou d'ingénierie les plus performants–, la «protection» dont ces entreprises bénéficient les pénalise.

L'étude souligne que les échanges ne doivent pas être considérés, cependant, comme une panacée. «Les populations, les produits, les secteurs d'activité et les pays doivent aussi être prêts à tirer parti des mécanismes du marché». Car, même un athlète de haut niveau ne peut gagner une course les mains liées dans le dos. Si l'économie nationale montre des rigidités, l'ouverture du commerce peut en fait aggraver la situation. «La libéralisation commerciale doit donc s'accompagner de véritables réformes nationales. Cela implique notamment un marché du travail flexible, une réglementation restreinte et efficace, et des politiques économiques favorisant la stabilité et la croissance, tout en respectant les impératifs sociaux et environnementaux». Autrement dit, l'ouverture des échanges renforcera les économies dans lesquelles le capital et le travail peuvent circuler librement d'un secteur en crise à un secteur prospère. Nous voilà au cœur d'un concept cher aux partisans de la nouvelle économie, à savoir la mobilité du travail et des facteurs de production.

D'autant que certains secteurs d'activité déclineront effectivement. Fortement touchées, certaines entreprises devront repenser totalement leurs activités. Nombre de ceux qui perdent leur emploi pourront, dans des environnements moins rigides, en trouver de nouveaux assez

rapidement, à condition qu'ils aient reçu la formation appropriée et qu'ils évoluent dans un marché où s'exerce une réelle mobilité.

Ceci étant, la mondialisation a ses gagnants et ses perdants, pour les populations comme les pays, avertissent les auteurs de l'étude de l'OCDE. La recherche de l'efficacité ne doit pas faire perdre de vue le souci d'équité. C'est là que les pouvoirs publics doivent intervenir. Pour chaque travailleur, il faudra notamment mettre en œuvre des politiques du marché du travail actives capables de faire évoluer l'aide –par exemple pour la recherche d'emploi ou la formation– en fonction des besoins réels des personnes concernées.

Nécessité de mise en place des mesures aux niveaux mondial et local

Face à la crainte et à l'isolement, le renforcement de la confiance et de la cohésion est indispensable. Pour les pays perdants dans un premier temps –les plus pauvres et les plus vulnérables– qui ne sont pas encore capables de tirer pleinement parti des gains du commerce, des mesures aux niveaux mondial et local sont nécessaires pour renforcer leur capacité d'exportation, consolider leurs institutions et la gouvernance et améliorer l'application des normes fondamentales du travail adoptées à l'échelle internationale. Mais ces pays doivent aussi réduire les obstacles élevés qu'ils dressent aux échanges.

Voilà une autre idée fautive de la mondialisation battue en brèche par les analystes de l'OCDE. «Comme l'a montré, entre autres, le Pr. Jagdish Bhagwati, les obstacles aux échanges entre les pays en développement sont en moyenne plus élevés que ceux appliqués entre les pays en développement et les pays de l'OCDE. Laisser les pays les plus démunis en marge de la libéralisation des marchés ne leur rendra pas service. Ces pays aussi, avec une aide, doivent bénéficier des flux d'échanges et d'investissements que permet la modernisation», soutiennent les auteurs. Les obstacles et les distorsions aux échanges des pays de l'OCDE n'en sont pas justifiés pour autant ; ils doivent être réduits autant qu'il est politiquement et matériellement possible de le faire sur l'ensemble des marchés, en particulier pour les échanges qui sont critiques pour les pays pauvres, comme l'agroalimentaire et les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre.

Pour faire écho au Pr. Bhagwati, le renforcement des capacités est une très bonne chose, mais les secteurs d'activité doivent pouvoir se développer par eux-mêmes, ce qu'ils ne peuvent faire qu'en étant confrontés au marché. C'est là qu'intervient l'ajustement induit par les échanges. La mondialisation a un prix, mais le protectionnisme coûte beaucoup plus cher.

Références

Les échanges et les ajustements structurels, OCDE, 2005. L'étude complète, parue fin mai 2005, présente des monographies détaillées sur des économies développées et en développement, ainsi que huit secteurs clés de l'activité économique : agriculture, pêcheries, textiles et habillement, acier, véhicules motorisés, construction navale, services de santé et services aux entreprises sous-traités au niveau international.

Autres sources:

La position du FMI:

<http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/041200f.htm#I>

l'OCDE

<http://www.observateurocde.org/news/categoryfront.php/id/37/Mondialisation.html>